

**Le carrefour de mai 68** <sup>1</sup>

**G. Labica**

---

<sup>1</sup> 1ère publication : Utopie critique, n° 47, 1er trimestre 2009

## LE CARREFOUR DE MAI 68

Le 40<sup>ème</sup> anniversaire de Mai 68 fait l'objet d'une célébration, plutôt que d'une commémoration, exceptionnelle, sur laquelle il convient de s'interroger. En bref : 78, c'était encore trop frais ; 88 et 98, il fallait sans doute attendre que se dissipent les effets de la chute du mur de Berlin et qu'éclatent au grand jour, après les illusions libérales, les malfaisances de la mondialisation. Aujourd'hui, en un temps record, se sont multipliées et ont été jetées sur le marché, des centaines de livres, d'articles, d'entretiens, d'émission de radio et de télé, de numéros spéciaux de revues et de films, donnant lieu à un nombre aussi incalculable d'interprétations, d'attitudes et de jugements, des spontanés aux préparés de longue main par des spécialistes du calendrier, les brossages complaisants d'ego l'emportant, bien entendu, sur les travaux soucieux de nouveaux apports de connaissances.

Il n'est pas inutile, avant d'aborder quelques questions de fond et proposer les hypothèses qu'elles permettent d'avancer, de prendre une idée de ce véritable embrouillamini intellectuel, de jeter un coup d'œil sur ce qui se présente comme *une querelle des interprétations*. Un florilège, mêlant l'ancien et le nouveau, sans prétention à l'exhaustivité pourrait donner ceci :

- Du côté des *Familles politiques*, un simple rappel des convictions affichées, au cœur de l'événement montrerait que l'Extrême droite voyait la main de l'étranger, qui pouvait désigner la Chine, Cuba ou ...la CIA ; la Droite (De Gaulle, Pompidou) subodorait quelque complot du PCF ; lequel PCF ne diagnostiquait qu'un effet des luttes de classes perverti par le gauchisme ; l'Extrême gauche attendait le Grand soir.

- Du côté des *Acteurs et Observateurs*, en vrac et schématiquement, ont été ou sont encore évoqués : une crise économique et institutionnelle jointe à une révolte étudiante ( R. Aron ) ; une crise de débouchés (R. Boudon); des rigidités administratives (M. Crozier); une dénonciation de la technocratie, due au nouvel acteur social, les « cols blancs », qui se substituait à la classe ouvrière (A. Touraine, A. Gorz, S. Mallet, L. Magri ) ; une crise de génération opérant une: « immense psychanalyse » et se livrant au « meurtre du père » (E.Morin) ; le soulèvement d'une jeunesse aux exigences nouvelles (Castoriadis,

---

<sup>1</sup> J'ai été nommé maître-assistant de philosophie à Paris X-Nanterre en 68 et j'ai été témoin et acteur du mouvement jusqu'à la fin des années 70. Je tiens à préciser que je n'en tire ni autorité ni même légitimité pour la réflexion que j'engage ici.

Hamon/Rotman ou P. Zarka encore actuellement) ; une crise de civilisation ; une révolution « libérale-libertaire » opposant le gauchisme culturel au gauchisme politique (S. July, après coup) , une révolution contre le totalitarisme (les ex-mao ex-« nouveaux philosophes », Lévy, Jambet, Lardreau, Glucksmann) ; aucune révolution, mais le « berceau de la nouvelle bourgeoisie » et l'américanisation de la société (R. Debray) ; le surgissement de l'individualisme et une aspiration hédoniste (Lipovetsky) ; la « fabrication en série de crétins » (J. Monnerot) ; une apologie de la permissivité (Club de l'Horloge) ; des « libéro-libertaires » opposés à la nation (M. Gallo) ; une soumission au service du système critiqué (A. Finkielkraut) ; uniquement des excès (M. Gauchet) ; une « poussée démocratique » (H. Weber) ; un produit du marxisme à éliminer (A. G. Slama) ; l'expression d'un « romantisme révolutionnaire » (M. Löwy). Auprès de quoi, il convient de considérer les liquidateurs de la « Pensée 68 », qui depuis le pamphlet de Ferry et Renaud n'ont cessé de se multiplier (J.-M. Couteau, Guaino, Kouchner), au point de former aujourd'hui tout un courant de pensée, cornaqué par N. Sarkozy, animé par des L. Chauvel, J. CH. Buisson, L. Guimier, N. Baverez, et consorts, sans oublier les repentis, ceux qui, selon la belle formule de G. Hocquenghem étaient passés « du col mao au rotary club ». C'est à qui produira les accusations les plus infâmantes contre l'anti-autoritarisme et les permissivités de l'époque, depuis la mise en cause et la ruine de tout pouvoir, jusqu'à l'abandon aux « passions collectives », la porte ouverte à toutes les formes de délinquance, marxisme inclus, au déni de la démocratie, et à la « menace nihiliste ».

- Parmi les attitudes les plus récentes, on notera celle d'un philosophe de tréteaux, ex-révolutionnaire dur et pur, qui affublé de son fils, A. Glucksmann, « explique » (sic) Mai 68 à son ami Sarkozy, en qui il voit un authentique « soixanthuitard », promouvant des valeurs nouvelles, en cassant les vieux mythes du gaullisme et du communisme ; celle d'un Cohn-Bendit, ex-héros numéro 1, qui lance le nouveau mot d'ordre d'« oublier 68 », -ce qu'il a, pour sa part, accompli depuis belle lurette, et s'entretient gentiment avec Grimaud, préfet de police à l'époque; ou celle de ces repentis, un July ou un Geismar, auxquels les médias offrent complaisamment de raconter une histoire qu'ils ont largement retouchée. Tandis qu'Edgar Morin en reste à sa lecture, en précisant « électrochoc » (**El Pais**, avr.08), un témoin italien ne craint pas de parler d'un « moment de synthèse de la réflexion théorique de l'humanité sur elle-même » et d'une « nouvelle carte des droits et des devoirs » (**Essere comunista**, janv.08). Le petit-fils Dassault, même à l'époque, se souvient que sa famille avait la frousse et s'était réfugiée en Suisse, où elle avait un « pied à terre ». France Inter

(15.05) rapporte qu'une poignée de connards parisiens s'est amusée à se jeter des pavés en mousse, en criant : « Une seule solution, la révolution ».

On comprend pourquoi il est nécessaire de revenir au contexte, autrement dit à la nature de Mai 68, étant entendu que la mention du mois (mai) ne joue qu'un rôle de repère. On verra qu'il faut remonter passablement en avant vers les préparatifs, sinon les causes, afin de suivre par après développements et conséquences. Trois paramètres sont à considérer. Ils sont indissociables.

(1) *Le caractère mondial.* Il est légitime de parler d'une crise générale de civilisation, dès lors que 68 a concerné pratiquement tous les pays, qu'il s'agisse des démocraties occidentales, dites « développées », de ce que l'on appelait le Tiers-monde (Amérique latine, au premier chef), des pays « socialistes » de l'Est et de l'Asie. On a pu dénombrer, à des titres et à des modalités d'expressions diverses : l'Italie, l'Espagne, la République Fédérale Allemande, la Suisse, la Belgique, la Grande Bretagne, la Suède, la Turquie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Grèce, la Chine, l'Inde, la Thaïlande, les Etats Unis d'Amérique, le Brésil, St Domingue, le Venezuela, le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Mexique, le Sénégal, le Congo-Kinshasa, le Maroc, ...

Quelques faits. En Allemagne, le 02.06.67, une manifestation contre la visite du Shah d'Iran fait un mort ; Rudi Dutschke est victime d'un attentat à l'occasion d'une autre manifestation contre le groupe Spengler. En Tchécoslovaquie, en janvier 68, se produit l'insurrection qui donne le pouvoir à Dubcek. A cette occasion le mot « anti-autoritarisme », qui n'existait pas, est inventé. La lecture des journaux fait un bond. Du 21.08.68 date la mobilisation de 300.000 hommes du Pacte de Varsovie. En Italie, à Milan, le 12.12.69, un coup des néo-fascistes, avec la complicité vraisemblable du gouvernement, provoque 16 morts. Lotta continua opère une liaison entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier. Aux Jeux Olympiques de Mexico, les deux sprinters noirs étatsuniens, Tommy Smith et John Carlos, brandissent le poing, sur le podium, en signe de solidarité avec la révolte de leur peuple. Le 2 octobre, sur la place Tlatelolco, les forces de l'ordre, aux ordres du PRI, font un massacre, en mitraillant une manifestation d'étudiants, faisant 300 morts. En Grèce, en 73, l'Ecole Polytechnique connaît, dans des conditions historiques différentes, son insurrection étudiante ... On peut évoquer, pour ces événements, une révolution générationnelle anti-autoritariste, mettant en accusation partout des institutions. Il suffira d'énumérer les fascismes latino-américains, la Hongrie (1956), le Printemps de Prague (68), la Grèce des colonels, les premières fractures du « camp socialiste » que représentent en URSS les Congrès de 1956 et 1961 sur la « déstalinisation » (Khrouchtchev), le schisme URSS/Chine. D'énormes

espérances s'étaient levées à l'échelle de la planète, depuis Bandoeng, qui avait vu surgir les peuples opprimés sur la scène internationale, avec les victoires du FLN algérien, à l'ultime prix des 200 morts du 17.10.61, à Paris, du FNL vietnamien, de la révolution culturelle chinoise ou encore de Cuba. Che Guevara saluait ces coups portés à l'impérialisme, US singulièrement, et, dans sa fameuse conférence de la Tricontinental, en avril 1967, en appelait à l'apparition de « deux ou trois Vietnam », selon une formule qui devait connaître une audience inouïe. Le Che sera tué, la même année, en Bolivie. Malcolm X avait été assassiné deux ans plus tôt (1965) et quatre ans après Martin Luther King et Lumumba (1961). Depuis 1966, le tribunal Russell représentait la conscience mondiale insurgée contre les crimes impérialistes. « L'esprit de Bandoeng » se survivait dans les conférences successives des pays non-alignés (de Belgrade, 1961, à La Havane, 1979) et culminera avec l'adoption par l'ONU, dans les années 80, de la Déclaration sur le droit au développement (Tamara Kunanayakam).

(2) *La révolte étudiante.* La solidarité avec les combattants vietnamiens avait, en priorité, mobilisés les étudiants, dès février, en RFA, au Portugal, en Grande-Bretagne, aux Philippines, et pris une allure de masse aux Etats-Unis, à Columbia, en avril. Mais le mouvement de protestation avait bien d'autres finalités. Le 10 janvier, le recteur avait ordonné la fermeture des Facultés de Madrid. Le 1<sup>er</sup> février, l'Italie avait connu une grève générale des universités. Les 17 et 18 février, c'était le tour de la Corée du Sud. Le 2 avril, la mort d'un étudiant., à Rio, avait entraîné des affrontements avec la police dans plusieurs villes du Brésil...

En France, à l'arrière-plan, on avait une augmentation considérable du nombre d'étudiants, et un nombre non négligeable d'entre eux étaient issus du prolétariat ou envisageaient des carrières de techniciens supérieurs. Les filles représentaient une part grandissante de la population étudiante. La scolarisation avait été multipliée par 10 entre 1945 et 1968. L'urbanisation et le développement des couches moyennes étaient également des phénomènes notables. Mais l'UNEF se trouvait divisée après la guerre d'Algérie, qui avait été sa grande époque et l'UEC était en crise. Une manifestation européenne avait eu lieu à Liège le 15.10.66. L'Université de Paris X Nanterre, d'abord Faculté, n'avait que quelques années, puisqu'elle avait été créée en 1964 pour dégager la Sorbonne. Elle était passée de 1200 à 10000 étudiants en 67-68. Elle cristallisait le malaise universitaire. Lors de sa construction, le cahier des charges avait oublié la bibliothèque, ce qui était singulier pour une université de lettres et sciences humaines. Bâtie sur un terrain de la périphérie parisienne appartenant à l'aviation, entourée de bidonvilles, elle était dénuée de tout « tissu urbain », comme dira son président, le philosophe Paul Ricœur. La triste station de métro qui la

desservait s'intitulait « Nanterre La Folie. Complexe universitaire ». Ses professeurs, dans leur grande majorité étaient jeunes. Les résidents de la Cité U, elle-même un ghetto, étaient des provinciaux plutôt pauvres qui se trouvaient coexister avec les enfants de la bourgeoisie de la chic banlieue Ouest. Des luttes s'étaient engagées très tôt, contre le plan Fouchet, contre la guerre du Vietnam. On sait que le déclenchement du Mouvement du 22 mars sera provoqué par l'arrestation de l'étudiant Xavier Langlade, et entraînera la solidarité de la Sorbonne. Le 10 mai, au Quartier latin surgissent 60 barricades. Les premiers affrontements avec la police et des groupes réactionnaires, dont le Mouvement Occident (auquel appartenait un Devedjian, actuel secrétaire général de l'UMP font plus de 1000 blessés et entraînent 1400 arrestations.

Les lycéens eux-mêmes dénoncent « l'école caserne » et 300 à 400 lycées sont occupés.

Du point de vue idéologique, la volonté d'un monde nouveau à opposer à l'ancien, dont rien ne pouvait être sauvé, se donnait ses propres références, sans véritable souci de cohésion, car elles pouvaient diviser les différents acteurs. Il s'agissait du courant socialiste, et plus précisément marxiste, à travers aussi bien les figures des classiques - Marx, Engels, parfois Lénine, que celles de la tradition *underground*, non officielle, des Trotski, Lukacs, Boukharine, Prébrazjenski, Gramsci, ou Reich, qui apparaissait comme le meilleur antidote au stalinisme. Les éditeurs bourgeois ne s'y trompaient pas, en publiant des auteurs qui ne figuraient pas au catalogue des Editions sociales, vérifiant ainsi que la vente de cette littérature, comme toujours, suivait la courbe des luttes de classes. Des théoriciens contemporains trouvaient place auprès des précédents, quand ils ne leur étaient pas substitués, un Marcuse, un Lefebvre, un Sartre, auréolé du prestige de sa présence au tribunal Russell, également un Foucault, un Deleuze, un Debord... Tout un matériau historique était fourni par les mouvements révolutionnaires passés (89, 48, la Commune, 17) qui servaient à exalter les contemporains (Chine, Cuba, Vietnam, Algérie...) et offrait en exemple suscitant l'enthousiasme des personnages tels que Ho Chi Minh, Giap, Che Guevara, Fidel, Malcolm X, les Black Panthers, Ben Bella, Lumumba, Mandela, Cabral, Luther King... Le Mao Ze Dong de la Grande Révolution Culturelle occupait une place prééminente avec son message particulièrement fort contre la bureaucratie, contre les structures établies, y compris celles du parti, ses initiatives de masse, et le succès de ses mots d'ordre « feu sur le Quartier Général », ou « le pouvoir est au bout du fusil ». Le foisonnement d'idées, - livres, articles, tracts, revues, films, produisait une vulgate dissidente contre toutes les formes d'aliénation et alimentait constamment les pratiques militantes.

(3) *Les travailleurs*. L'intérêt assurément majeur de la commémoration du quarantième anniversaire (cf. notamment Xavier Vigna) aura été de mettre en évidence, grâce à d'importants travaux d'historiens, le rôle joué par la classe ouvrière. Un éclairage nouveau est ainsi apporté à toute la période et met en évidence la part déterminante de cet acteur. Mai 68 se présente, ici encore, comme l'aboutissement de 10 années de luttes populaires qui se poursuivront jusqu'en 1978 (1958-1968-1978). A titre de simples points de repère : l'année 58 est celle de la venue au pouvoir, par un coup d'Etat, de de Gaulle, porté par les partisans de l'Algérie française, les généraux et ses propres réseaux de soutien. Février. : 72, c'est l'assassinat de Pierre Overnet à Billancourt. En 73, les ouvriers de Lip mettent leur usine en autogestion. La même année et encore en 74, 79, la Saviem fera de nouveau parler d'elle.

Le malaise vient de loin. En 1936, au temps du Front populaire, 50 % de la population française vivait à la campagne. Ce chiffre tombe à 15 % en 1968. Il est de 5 % en 2008. Les concentrations ouvrières atteignent des records, singulièrement dans l'automobile : entre 20 et 30.000 chez Renault Billancourt et Peugeot Montbéliard. A la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, avaient éclatées des grèves spontanées contre les hiérarchies, les cadences, ou le chômage, qui commençait sa courbe ascendante, et, en 1963, se produisait la grande grève des mineurs contre le gouvernement. La thèse de la surprise, du miracle, ou, comme certains l'affirmaient, du « coup de tonnerre dans un ciel serein » ne possède aucune réalité. Les Trente Glorieuses (1945-1975), marquant l'expansion du capitalisme et de l'Etat keynésien, avec une considérable augmentation du poids de la classe ouvrière, n'ont pas été « glorieuses » pour tout le monde. A Rhodiaceta/Besançon, on compte, du 25.02 au 23.03.67, 14.000 travailleurs en grève, avec occupations d'usine et liaisons entre étudiants et salariés, comme le rappelle Chris Marker, dans son film **A bientôt, j'espère**. Les conditions d'exploitation sont marquées par une durée du travail de 45h. en moyenne et même 50h. chez Chausson, où des flics marocains sont chargés de surveiller leurs compatriotes. Le taylorisme impose les chaînes sciemment composés de travailleurs de nationalités différentes, - donc empêchés d'entrer en contact, les cadences infernales, et des travaux sales et sous-payés. Chez Renault-Cléon, il est interdit de se laver les mains ou de passer d'un atelier à un autre (R. Cottrez). Six millions de travailleurs se trouvent sous le seuil de pauvreté. Trois millions sont logés dans des sortes de bidonvilles, où vont se créer des Comités d'action. Le chômage fait un bond de 70% entre 60 et 68 pour atteindre le chiffre de 500.000.

En juin 67, pendant les débrayages chez Peugeot, 2 ouvriers sont tués. A Nantes, le 20.janvier 68, à l'occasion de manifestations se produisent des affrontements avec les CRS. Il en va de même à Redon, le même jour, et à Caen, 4 jours plus tard. La même semaine, à

Angers les viticulteurs manifestent. Caen, au même moment ( 27.01.) connaît des scènes d'émeute. Il est significatif que trois départements aient été créés dans la « ceinture rouge ». En 1966, on comptait 2,5 millions de journées de grève. Il y en aura 4,5. en 1967. 68 représentera avec ses 7 à 9 millions de grévistes (Jacques Kergoat), soit la majorité des salariés et l'immense majorité de la classe ouvrière [un virgule ici ?] *la plus grande grève de l'histoire de France*[un point]

Le mouvement de grève générale, sur appel de la CGT, rejointe par la CFDT et l'UNEF (qui ne souhaitaient cependant pas dépasser le cap d'une journée) sera proprement énorme : 400 manifestations, 450.000 manifestants ; le 18 mai, 8 millions de grévistes, le 21 mai, 10 millions. Dans la lointaine Guadeloupe, le 25 mai, ont lieu des manifestations d'ouvriers pour exiger des augmentations salariales de 2,5 %, qui se traduisent par des morts et des blessés..

Les formes de luttes étaient des plus diverses, outre les traditionnelles, -grèves et manifestations : délégations, occupations (peu nombreuses), AG démocratiques et Comités d'action à peu près partout, tentatives d'autogestion...Rappelons, à titre d'illustration, quelques temps forts :

- Roussel Uclaf : en 1966, recrutement de 300 jeunes techniciens venus de tous lycées ; dès le 20 mai 68, occupations contre le climat de caserne et les avantages accordés aux cadres ; Assemblée Générale et dès le début intérêt pour les actions étudiantes, où s'expriment à la fois la solidarité contre la répression et la méfiance envers les leaders ; après 68, les luttes se durcissent ; en 1998 la boîte sera vendue

- A Peugeot Sochaux, la plus grosse entreprise de France : 20.785 ouvriers + 4814 ingénieurs et cadres, la représentation syndicale donne pour la CGT 60,95%, la CFDT 33,31%, FO 5,71% ; dès 1966, un accord confédéral CGT/CFDT est signé. Les luttes vont occuper toute la décennie. De 1961 date la première grande grève pour les salaires et contre les cadences, qui sera reprise en 1963. En 1964, les 40 heures sont obtenues, au lieu de 45, mais en 1965, la direction impose le retour aux 46h. et, en avril, la grève dure 9 semaines. En 67, éclate une nouvelle grève contre les ordonnances de la sécurité sociale. Le 21 mai 68, les grévistes se dotent de Comités de base qui se réunissent tous les jours ; à l'occasion d'une réunion avec ses dirigeants, la ligne du PCF est désavouée par ses militants ; les 10-11 juin voient des affrontements avec les CRS, qui provoquent deux morts dont un jeune syndiqué.

- A Rhodiaceta/Besançon où la CFTC, puis la CFDT, sont majoritaires, le personnel est jeune et dispose d'un bon niveau d'études. Le 25 février 68, la grève, qui dénonce à la fois un patron de choc, les conditions du travail posté et les cadences, est accompagnée d'une



occupation d'usine, qui réunit ouvriers et étudiants (cf. Chris Marker). Le 13 mai l'appel à la grève générale est suivi à 100%.

- Caen se caractérise par une industrialisation rapide, avec de nouveaux ouvriers. La ville est la plus jeune de France. 1967 avait connu un ralentissement de la production, suivi d'un chômage en hausse et d'une chute du pouvoir d'achat. Les paysans manifestaient dans les rues. Le PCF est bien implanté. Dès 1956, de petites victoires avaient été remportées. A la Saviem, la guerre d'Algérie, puis celle du Vietnam avaient été un facteur d'unité. La JCR passait sous influence maoïste. En janvier 68, les étudiants se mobilisant contre Peyrefitte, à la Savigny est décidée une grève illimitée. Le 24 janvier, les CRS attaquent et une véritable bataille s'ensuit (le **Canard enchaîné** parlera de « Triques à la mode de Caen. »). Le 30 janvier, 10.000 ouvriers se mettent en grève. De janvier à mai, se développent des mouvements de solidarité entre jeunes ouvriers et étudiants, sur fond de méfiance envers le PCF. Le 29 mai Caen est une ville morte. Le 12 juin, la JCR est dissoute, A. Krivine et P. Rousset sont emprisonnés. Les mobilisations se poursuivront durant toutes les années 70

- *Les paysans* ne sont pas en reste. Les transformations brutales du monde agricole, qui voit un exode massif vers les villes, sont accompagnées de révoltes. En 1967, les viticulteurs du Sud-Ouest et de l'Ouest bretons manifestent; le 26 octobre, la CGT et la CFDT mobilisent 12000 paysans contre le chômage. Dès l'automne 67, au Mans, s'étaient opérées des rencontres paysans-ouvriers. Plus tard, au Larzac, les années 1971-1981 seront celles de la Confédération paysanne.

Ainsi, d'un mot, le Mai 68 représente une apogée qui symbolise une période allant de la guerre d'Algérie (1956) à l'arrivée de la « gauche » au pouvoir (1981).

### *Une critique omnivalente*

Mai 68 c'est la pensée anti-tabous.

Derrière la critique se tient ce qui est son objet global, ou plutôt sa cible, la structure, en ce qu'elle signifie autorité, permis-défendu, hiérarchie sociale et usinière, i.e les institutions, toutes, tous les pouvoirs, comme le verra Foucault, tous les appareils, assimilés à des instruments de coercition. C'est pourquoi l'affaire est en son fond politique et point seulement, quelle qu'en ait été l'importance, une question de libération des mœurs, à laquelle on l'a souvent limitée. Elle concerne l'organisation elle-même de la Cité, dont aucun secteur n'échappe alors à la critique.

A nouveau un bref recensement pour en prendre une idée. L'Etat en personne a été ébranlé, au point que son chef l'abandonnera un temps et que ses organes, chargés du maintien de l'ordre, connaîtront des secousses. Ainsi de l'Armée, au 153è Rimeca de Mutzig un groupe

de soldats déclare qu'il refusera d'intervenir contre les manifestants, contestataires ou grévistes. En 74, l'Appel de Cent soldats contre leurs conditions d'existence et la censure recueillera 6000 signatures. En 74, à Besançon, au 19<sup>e</sup> RG est créée une section syndicale. La Police, plus fragile que les CRS, corps de combat spécialisé dans la répression intérieure, donne des signes de malaise. Le (mini)pouvoir universitaire (décanat, Conseils, privilèges) a été démantelé, au nom de la revendication d'égalité, consacrant les Assemblées générales, étudiants-enseignants-personnels, souveraines. Derrière l'Ecole et l'Université, c'est l'Enseignement tout entier qui est visé, sa structure, ses cycles, ses contenus (matières et manuels). L'Entreprise, qui assurément résiste mieux, connaît, on le sait, un sort analogue. La Famille est remise en question, jusqu'en ses fondements, -autorité parentale, traditions, indépendance des adolescent(e)s... La Sexualité répudie toutes les contraintes, qu'il s'agisse de la liberté du choix des partenaires, de la mixité, du mariage... Partis et Syndicats ne jouissent plus ni d'une légitimation acquise, ni d'aucun monopole en ce qui concerne les décisions, les formes et les finalités des luttes. La situation de l'Eglise, après son *aggiornamento* de Vatican II (62-65) n'est pas différente ; le 21 mai, elle est interpellée de l'intérieur par un appel de chrétiens favorables à la révolution. L'engagement de prêtres durant la guerre d'Algérie avait déjà remis en question l'interdiction du Vatican, en 54, de l'expérience des prêtres-ouvriers. Au sein de la Magistrature, en opposition avec la solide tradition corporatiste, sont créés un Centre national d'Etudes judiciaires, le Syndicat de la magistrature et un groupe d'information sur les prisons. Dans le domaine de la Santé, dès 1964, la création d'un Centre national des jeunes médecins affirmait sa volonté de changer les rapports avec les professeurs comme avec les patients. Les milieux du Théâtre et des Métiers du Spectacle connaissent des revendications semblables. En août 68, en plein festival d'Avignon ont lieu des incidents, alors que la grève des journalistes de l'ORTF s'achève sur des licenciements. Les jeunes peintres, rejoints pas quelques étrangers, en quête de liberté, s'efforcent de rompre avec les tendances dominantes (cf. H. Télémaque). Une critique du Langage s'élevait contre les évidences routinisées et les formules obligées exprimant les coupures gouvernants/gouvernés, syndicats/travailleurs, décideurs/exécutants...L'Union des peuples d'Outre-mer dénonçait le colonialisme. D'autres actions épousaient la cause de l'Immigration. Aveugles et infirmes créaient leurs Unions. Les Footballeurs se mettaient en mouvement. Cabu, dans un entretien récent, relevait que 68 avait libéré le dessin, en particulier celui des caricaturistes, qui étaient victimes de la censure de Tante Yvonne. Les danseuses des Folies bergères organisaient des manifestations pour leurs conditions de travail et exigeaient davantage de considération de la part du public. Il n'est pas

jusqu'aux lads, travaillant à 14 ans 54h par semaine pour un salaire de misère, qui ne lèvent la tête : en novembre 71, la mort de l'un d'entre eux provoquera 8 semaines de grève et de manifestations.

Une multitude de placards et d'affiches, dans ces domaines aussi, jouaient un rôle irremplaçable pour exprimer toutes les revendications et en appeler à une nouvelle société libérée de ses aliénations. Dans le florilège de 500 réunies par Gasquet on trouve, entre autres perles : « La beauté est dans la rue » (titre de l'ouvrage), « Solidarité ouvriers étudiants artistes », « Les comédiens solidaires des travailleurs pour un théâtre libéré », « 35<sup>ème</sup> jour de grève des Folies bergères », « Marionnettes populaires », « Manifestation théâtrale 10 Mai 68 », « PACRA, Music Hall populaire gratuit »...Et les mots d'ordre font florès : « Pelouse interdite » ; « Interdit d'interdire » ; « Jouir sans entraves » ; « Oser dire ce qu'on pensait », « Tout est possible », « Sous les pavés, la plage », « Faites l'amour, pas la guerre » (campus US). La volonté de prendre la parole, « la prise de parole » en est le véritable étendard. Toutes les couches sociales, hormis la bourgeoisie, toutes les catégories sociales, toutes les professions sont saisies par la « fièvre révolutionnaire ». La politique est portée, comme disaient les maos, « au poste de commandement », « tout est politique », selon le slogan majeur. Les luttes de classes entendent casser les consensus les mieux établis et les plus intériorisés.

*L'esprit de 68.* Il a bel et bien existé un esprit de 68, sous des aspects qui ne sont pas absents de contradictions.

- Au positif, il est indéniable que cet esprit s'est caractérisé par une extraordinaire dynamique, un tourbillon qui emportait tout un chacun. Il était fait d'enthousiasme, de la joie et du plaisir éprouvés en commun, au premier chef dans les « manifs » et les AG, et partagés entre individus voués d'ordinaire à s'ignorer ; également par des formes inédites de solidarité, traduisant le sentiment d'appartenance « à la même tribu », comme le disait le personnage d'un film ; de l'écoute des autres et du monde, notamment celui des luttes, ainsi que le relevait Frantz Fanon, autre héros de 68, à propos des dominés dans ses **Damnés de la terre** (1961), véritable manifeste ; de courage, pas seulement pendant les face à face avec les flics, mais dans les attitudes individuelles (enfants/parents, contremaître/employé, prolo/patron, etc.) ; chez les étudiants, contrairement au sarcasmes répandus, de la volonté de travailler, qui cependant n'était pas, à l'époque, due à l'angoisse de l'avenir ; d'une créativité et d'une inventivité dans chaque secteur, qui ne concernait point uniquement les formes de luttes (occupation, sit-in. ..), qui s'étendait aux activités les plus spécifiques ; de la disponibilité enfin rendue possible par le parti pris des comportements d'ouverture et d'accueil.

- Au négatif, des attitudes individualistes provoquèrent assurément des confusions et des incohérences de toutes sortes. Des manipulations et des infiltrations accompagnèrent la méfiance, poussée parfois jusqu'à une franche hostilité, envers les « appareils », politiques et syndicaux, en première ligne. Un anti-communisme a priori, notamment chez certains « leaders » étudiants, répondant aux caricatures données de l'appartenance de classe du mouvement des facultés, de la part du PCF, vint alimenter des crédulités et conduisit à des conflits dommageables aux luttes communes. Des utopies, comme conséquences du refus de propositions programmatiques et de tout étapisme, furent le prix à payer pour les attitudes anarchisantes. Le romantisme révolutionnaire, pour sympathique qu'il fût, revenait à substituer des illusions et des rêves aux rapports de force réels.

- A noter que les deux tendances, positive et négative, pouvaient se rencontrer dans le même individu et le condamner à un certain mal-être, ce qui n'a peut-être pas été étranger aux blocages de certaines situations vécues.

L'interrogation de l'ensemble de ces difficultés et de leur extrême complexité permet d'aborder quelques problèmes.

(1) Le premier est posé par *l'échec de Mai 68*. En écartant d'emblée la thèse du complot, selon laquelle Etat et patronat auraient eux-mêmes allumé la mèche, il peut être expliqué par la conjugaison de différents facteurs

- *La violence d'Etat* englobe les diverses forces de police, des simples agents aux CRS et, à l'arrière-plan, les militaires, ainsi que leurs moyens considérablement supérieurs évidemment à ceux des contestataires, à quoi il faut ajouter des réseaux de visibilité moins grande, les plus connus étant les CDR de Pasqua. Ainsi l'armée, qui gardait vive la mémoire de l'expérience algérienne, brisera en 71 la grève des conducteurs de la RATP, et en 74, celle des éboueurs parisiens. Ainsi de Gaulle, Bonaparte fatigué, qui avait été porté au pouvoir par des putschistes, quittait Paris en secret pour prendre le conseil de Massu, tandis que son premier ministre le lucide et pragmatique Pompidou, s'employait, contrairement à son chef, à louvoyer et à lâcher du lest, comme ce sera le cas lors des « accords de Grenelle », où seront lâchés la mensualisation, réclamée par les travailleurs depuis longtemps, et où le patronat se verra obligé à faire des concessions importantes notamment en matière de salaires, selon la tactique dite « d'absorption du choc ».

- *L'incapacité de la gauche institutionnelle* : Marchais/Duclos imposent au PCF la condamnation des « gauchistes », déclarés « fils de grands bourgeois », avant de soutenir les grévistes, ce qui revient, remarque Raymond Barrillon, dans **Le Monde** du 27 mai, à « décider de monter dans le convoi tout en restant sur le quai ». La CGT, largement

majoritaire dans le monde du travail, se trouve partagée entre le soutien aux revendications, qui se font jour de toutes parts, massives et radicales, portées par des grèves en nombre, et la suspicion devant les emballements sans contrôle (le sien), accompagnés de divergences avec le PCF lui-même dans l'appréciation de certaines initiatives. Les socialistes, alors faibles et divisés, sont hors du coup et pleins de réticence envers Mai. C'est le cas de Mitterrand, ou d'un Fuzier, qui partage alors le point de vue de Marchais. La FGDS piège Mendès qui, avec le PSU et la CFDT, apporte son soutien à la contestation générale, en le poussant à la tête d'un cabinet fantôme et sans avenir. La grande affaire sera le moment du meeting de Charléty, qui cristallisera les divisions. On peut en avoir un lointain écho dans le fait que S. Royal parlant à Charléty, en 2008, n'évoque pas l'événement. En simplifiant à peine les positions, on pourrait avancer que l'on a, du côté PCF/CGT, en dépit de nuances parfois accusées selon les situations concrètes, dogmatisme et sectarisme, et, du côté de l'autre gauche, illusions et gesticulations. De part et d'autre, semblent l'emporter la préoccupation de retrouver au plus tôt les chemins familiers des négociations et des consultations électorales. Partant, va se faire jour et s'imposer :

- *Le besoin d'ordre* éprouvé, après secousses, surprises et peurs, par la société française qui se laissera rassurer par le discours de De Gaulle, par l'énorme manif de la droite, Grenelle et les élections, véritables retours à l'ancien régime.

(2) *L'inclassable nouveauté de Mai 68* peut permettre de comprendre, sinon d'expliquer l'échec. L'inouï de Mai 68 n'a été maîtrisé par aucun des acteurs. Il imposait de trouver les voies et moyens de la réussite de l'alliance étudiants/ouvriers et de transformer une rencontre en unité organique, alors qu'on a accepté et entériné la juxtaposition de deux mai, de l'université et de l'usine, abandonnée jusqu'aujourd'hui à des appréciations idéologiques contradictoires.

- Du côté étudiant, on a mis en avant, comme raisons du fiasco : l'impréparation, la spontanéité, la radicalité anti-autoritaire assimilée à l'anticommunisme, l'éclectisme et la diversité des engagements. L'appartenance de classe, entre l'accusation des uns et le rejet des autres, fera, quant à elle, sa réapparition par la suite, ainsi qu'on le constatera à travers les itinéraires de quelques leaders « historiques ». Il faudrait également prendre en compte la nature du *collectif* étudiant, qui est à la fois *aléatoire*, car il s'agit d'un milieu composite d'individus aux origines, aux orientations et à la psychologie peu homogènes, et *provisoire*, car il s'agit d'un passage, d'une parenthèse dans l'existence, à l'inverse de ce qu'il en est du milieu ouvrier.

- Du côté de la gauche institutionnelle, la situation ne correspondait à rien de prévisible, d'attendu, et donc de contrôlable, aussi bien par ses formes, ses objets, ses objectifs et, bien entendu ses acteurs. Qu'est-ce qui, dans la tradition historique, la doctrine et le programme de formations telles que le PCF et, à un moindre degré, la CGT, permettait de penser un mouvement, dont les étudiants représentaient l'élément déclencheur, et même, au départ, le moteur, attesté, de surcroît, par son caractère mondial ? Seuls le PSU, grâce à sa propre nouveauté et à sa proximité intellectuelle, dont la critique des appareils traditionnels, et peut-être Mendès, par son ouverture, étaient-ils à même d'envisager la possibilité d'une jonction des deux courants, étudiant et ouvrier, et la possibilité, qu'offrait leurs dissidences au sein de leurs organisations réciproques, de remettre en question les dogmes les mieux établis. Marx avait tout d'abord condamné la Commune, une surprise elle aussi, avant de réviser son jugement et de dégager les enseignements politiques et théoriques nécessaires. Le PCF de 68 n'en était pas là. D'où la déclaration péremptoire de la gauche institutionnelle : « la situation n'est pas révolutionnaire », qui formait l'aveu d'une capitulation annoncée. Or, la puissance était quasi monopoliste du bloc que représentaient alors le PCF, avec ses 400.000 adhérents et la CGT qui en comptait 2,5 millions, par rapport à celle des autres formations politiques ou syndicales réduites tantôt à l'acquiescement, tantôt à la subordination, et toujours d'un poids insuffisant pour la contrebalancer. Les étudiants demeuraient, et le milieu universitaire avec eux, largement hors cadre, leurs organisations traditionnelles, - UNEF, UEC et SNESup étant en crise et les nouvelles - JCR, AJS, maos, incapables de fédérer le mouvement. Partant, malgré les transgressions opérées, çà et là, des rencontres entre étudiants et ouvriers, -surtout chez les jeunes ouvriers dont un certain nombre avaient fréquenté le collège ou le lycée, et des résistances, par exemple dans la CGT, qui sera encore contestée chez Renault en 71, 73, 75 et 78, la classe ouvrière, dans sa majorité, approuva les négociations et la reprise du travail. Malgré des désaccords locaux on gardait sa confiance aux directions syndicales et on « préservait l'outil de travail ». La « courroie de transmission » des partis fonctionnait encore.

(3) C'est dire qu'il a existé un *paradoxe de Mai*. On a parlé de « révolution manquée », de « révolution impossible », on s'est complu à rechercher des coupables, en imputant l'échec aux uns ou aux autres, en fonction de clivages plus idéologiques que proprement politiques. On s'est demandé ce qu'il en aurait été d'une révolution « réussie ». De telles interrogations apparaissent purement spéculatives. Si la question sous jacente est bien: « la situation était-elle révolutionnaire ? », la réponse alors est affirmative, quand on se donne la peine de prendre en considération la manière dont un ensemble de conditions se sont trouvées réunies.

- Les conditions habituellement qualifiées d'objectives se trouvaient remplies. Mai 68 a en effet connu la plus grande grève de l'histoire de France alors qu'il n'y avait pas, en 1936, 9 millions de grévistes. Toutes les universités étaient dans le coup. Toutes les couches sociales, tous les secteurs d'activité, à l'exception de la bourgeoisie, étaient touchés. De nouveaux rapports s'esquissaient entre individus, à la façon dont on était passé de « Monsieur » à « Citoyen », en 89, et à « Camarade », en 17. L'exigence de démocratie directe, que traduisaient les AG et les libres prises de parole, étaient portées par celle d'égalité, fût-elle utopique, entre le travailleur et l'encadrement, entre l'étudiant et le professeur, entre l'intellectuel et le manuel, entre l'électeur et ses représentants, qui confisquaient ses droits. Face à cette révolte *nationale*, il ne fait pas de doute que le pouvoir a pris peur et que le vrai pouvoir s'est un temps trouvé, comme on l'a dit, « dans la rue ». Jamais la revendication d'autres relations sociales et d'une autre organisation politique n'avait été aussi forte, qu'on la qualifiât d'« autogestionnaire », de « libertaire » ou de « socialiste ». Or, de façon à la fois paradoxale et prémonitoire, c'est en 68 également que le Familistère de Godin achevait son expérience.

- Du côté des conditions subjectives, dépendantes de fait des précédentes et déjà évoquées, il suffit de rappeler l'omniprésente volonté anti-tabou, la soif de liberté en tous domaines, l'aspiration à l'autonomie pour les collectifs aussi bien que pour les individus. C'est pourquoi, malgré les négociations, de la locale à la globale, célébrée comme la victoire du mouvement, le sentiment demeure, selon une bonne formule, que « le compte n'y est pas ». La durée apporte une confirmation à ce jugement. Les luttes se prolongèrent sur toute la décennie suivante. La « victoire » de Grenelle révéla vite ses limites à travers sa récupération par le patronat. Le retour à l'ordre bourgeois n'était pas parvenu à anesthésier l'opposition. En témoigne la capitalisation, pour ainsi parler, des acquis. Au nombre desquels demeurent, sous les reniements, les reprises en main et les répressions poursuivies, ce qui fit l'esprit de 68, la force des utopies, le bouleversement des moeurs, un certain désir de recommencer et de ne pas rater la prochaine occasion. A quoi il est nécessaire d'ajouter les voies ouvertes par 68 en matière de protection de l'environnement, de combat pour l'égalité des femmes ou de refus du nucléaire, entre autres. Une expérience comme celle de l'université de Vincennes suffirait à montrer qu'il est d'autres conquêtes que celle du maintien de l'usage pour tous des ascenseurs, qui faisait à Nanterre l'objet de plaisanteries. L'héritage de mai ce sera aussi la coopérative autogérée de Longo Maï, à Limans, toujours en activité. Les dérives, hâtivement baptisées de « terroristes », ne représentent-elles pas elles-mêmes qu'on le veuille ou non et quoi qu'on en puisse penser, les séquelles de l'époque, dont elles expriment par la

clandestinité et la violence les espérances déçues et trahies ? Le nombre de ces mouvements apparaît significatif : Brigades rouges, Lotta continua, Potere operaio, en Italie, Cellules Communistes Combattantes, en Belgique, Rote Arme Fraktion, en Allemagne, 17 novembre, en Grèce, Grapo, en Espagne, Gauche Prolétarienne et Action Directe, en France, jusqu'aux Fractions armées révolutionnaires au Liban...

De ce constat, on peut désormais dégager quelques conséquences.

(1) *La gauche institutionnelle ne pourra plus rester ce qu'elle était.* Aux élections des 23 et 30 mai que la droite gaulliste remporte haut la main, le PCF perd 39 sièges, le PS, 61. Le PCF, crispé sur sa stratégie d'union de la gauche et des « forces de progrès » pour conquérir la majorité grâce aux scrutins électoraux, sera emporté par sa propre logique : la stratégie d'union provoquera l'inversion du rapport entre lui et le PS. C'est ce dernier qui prendra le leadership de la gauche, couronné, au tournant de 81, par la victoire de Mitterrand, qui n'en avait nullement dissimulé le dessein, cependant que les courants radicaux seront réduits à la marginalisation sans reconnaissance institutionnelle ni influence sociale

Ainsi l'échec de Mai se confirme et se paie par *l'accélération du glissement à droite*, selon la séquence communisme/socialisme/social-démocratie/social-libéralisme enfin au service de la mondialisation capitaliste. La « gauche sociale », selon la pertinente distinction de Sartre, n'a pas gagné sur la « gauche institutionnelle », qui, quant à elle, a empêché la coalescence des différents mouvements et singulièrement des deux plus forts d'entre eux, l'étudiant et l'ouvrier. Elle n'y a pas seulement perdu l'occasion d'engager un procès révolutionnaire, elle y a renoncé à tout projet d'en finir avec le capitalisme.

(2) *Le concept de révolution sort de Mai avec un éclairage nouveau* possédant deux caractéristiques. La première consiste en le rejet des conceptions dogmatiques, figées dans un programme établi une fois pour toutes, autrement dit, il faudrait attendre que le sucre fonde. Cette idée mécanique provient directement de la lecture stalinienne : à partir d'un certain niveau de développement des forces productives, la classe ouvrière dûment instruite et guidée par le Parti, dont les syndicats ne sont que des organes exécutifs, engage la prise du pouvoir, qui n'exclue pas la forme violente. Or, Mai 68 met à mal les cinq fondements de cette thèse : (1) le rapport économie/politique, dont 68 dément la continuité mécanique ; (2) le monopole attribué à la classe ouvrière comme acteur unique ; (3) le Parti-guide, qui n'a guidé qu'à l'échec ; (4) la mise sous tutelle des syndicats, qui bloque leurs nécessaires marges de manoeuvre ; (5) le rejet de toute action violente., qui fait le lit de la collaboration de classe

En second lieu, les pratiques de Mai ont, d'une part, (ré)ouvert le champ d'une rationalité demeurée fort étroite à l'imagination, à la créativité, à la spontanéité, à la fantaisie même,



émanant de différents acteurs et répondant au souhait de Lénine : « *la révolution c'est la fête* » et., d'autre part, dépolarisé et élargi la critique des différentes formes de pouvoirs, dans le sens de ce que Deleuze appelait « la révolution moléculaire » (titre d'un livre de Guattari de 1977), produisant les « micropolitiques », i.e. les luttes mineures de minorités dans la minorité, sans toutefois rabaisser, ni moins encore écarter la question de la prise du pouvoir. Plus généralement, ces pratiques ont mis à mal le système étapist, préconisé par l'Internationale communiste (IC) stalinisée, et sans cesse reconduit par les PC, système copié du convoi ferroviaire, les rapports de production et le régime politique, en tête, tels la locomotive, suivis, dans un après sans cesse différé, par les femmes, les jeunes, l'écologie ou la sexualité, après les machines et les canons, le beurre, après l'arbitraire, le droit, après la dictature, la démocratie. Car tout, structures comme superstructures, est à révolutionner en même temps, inclus le risque de la confusion des priorités. Tant il est vrai que le collectif, dans son surgissement et dans ses projets, est constitué d'une multitude d'expériences individuelles et que la révolution, après tout, il faut en avoir envie.

Aucune révolte à venir ne pourra faire l'économie de ces leçons.

(3) *Quarante ans après*, l'engouement pour le retour sur 68, singulièrement l'intérêt pour le rôle qu'y ont tenu les travailleurs, accusé encore par la haine recuite des réactionnaires, donne la marque de son actualité. Dit rapidement, cette actualité est prise dans une contradiction majeure entre la situation sociale et les forces susceptibles de la transformer. Notre contexte, sans qu'il soit ici question d'en présenter le diagnostic, par ailleurs bien connu, est pire que celui de 68. La mondialisation et le néo-libéralisme, qui la légitime, ont renforcé l'exploitation et les inégalités de tous ordres, fait des guerres d'agression une politique systématique, contraire à tout droit, et ne cessent de creuser le fossé entre riches et pauvres. Le capitalisme, qui avait suscité quelques illusions après l'effondrement des pays « socialistes » d'Europe, révèle sa nature anti-démocratique, et ne provoque plus que des destructions, qu'il s'agisse des biens, de la production, des services et des hommes et des peuples, dont certains sont visiblement considérés comme étant en trop. La machinerie d'encadrement des consciences et d'inculcation idéologique, opérée à la fois par le contrôle de l'information et les procédés de surveillance policière, a renoncé à s'inscrire dans les faux-semblants des Droits de l'Homme, elle a fait de la lutte contre le terrorisme sa stratégie planétaire. L'économie est au poste de commandement. En France, 20 millions d'enfants des Lumières et de 89 ont accordé leur confiance à un Sarkozy, qui cache sous des paillettes le service exclusif du MEDEF. Les appareils de répression ouverte, des caméras, au fichage et aux flashballs des forces de l'ordre, sont considérablement supérieurs à ce qu'ils étaient en

68 tandis que les formations qui se réclament encore de la gauche sont, elles, considérablement inférieures et, de fait, impuissantes. Le fantasme de recommencer 36 a abouti à l'intégration au système. La servitude volontaire a remplacé le bon vieux réformisme.

Or, la confrontation avec Mai 68 est éclairante. La combativité est, elle aussi, considérable et d'un niveau très élevé. Le taux de chômage est plus de quatre fois supérieur à ce qu'il était alors. Les journées de grève se comptent par millions, face aux dégraissages, à la flexibilisation, aux délocalisations et aux privatisations des services publics. Le mécontentement et, de plus en plus souvent la colère, se traduisent par des actions diversifiées, telles que manifestations, grèves du zèle, délégations auprès des pouvoirs, sit-in, occupations d'usines et de sièges d'entreprises, séquestrations de patrons, jusqu'aux sabotages et aux menaces sur l'outil de travail. Les conditions de travail se dégradent sans cesse, sous l'effet de mesures mettant en cause les acquis sociaux au profit des arbitraires patronaux. Toutes les couches sociales sont entraînées et cette fois directement, magistrats, médecins, avocats, intermittents du spectacle, chauffeurs de poids lourds, taxis, auprès des travailleurs du secteur privé comme public, etc. Les classes moyennes ne sont nullement épargnées par les crises. De nouvelles catégories, condamnées au silence, lèvent la tête, caissières de supermarchés, immigrés, sans papiers, mal logés, employés de Mc Do... Dénis et ostracismes ne jouent plus, les luttes de classes sont de retour. Que ce soit en France, avec la concentration de la propriété foncière, qui fait disparaître les exploitations familiales, que ce soit en Europe, sous le couperet des diktats de la Commission pour l'agriculture ou dans le monde livré au multinationales de l'agro-alimentaire, conduisant à la ruine de leurs campagnes des pays comme l'Inde, le Brésil, l'Argentine ou le Mexique, les paysanneries se donnent des organisations de masse radicalisées. Au plan international, si important en 68, se constatent des phénomènes analogues. Nous ne sommes plus au temps de Bandoeng, mais la chape impérialiste et les contre offensives des dominants, qui lui avaient succédé, sont contestés de toutes parts. Des peuples résistent aux formes renouvelées de colonialisme, d'occupation armée et de pillage de leurs ressources. Même si la Palestine, et l'Irak moins encore, ne parviennent pas à tenir la place qui était celle du Vietnam dans une mobilisation planétaire, leurs luttes suscitent une solidarité de plus en plus affirmée. En Amérique latine, le nombre de nations qui s'arrachent au pré carré étatsunien va croissant. Des coalitions internationales apparaissent, depuis les alter mondialistes jusqu'au groupe de Shanghai, au G21, à l'initiative de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, ou encore à l'ALBA vénézuélienne. Les pays dits émergents aggravent les compétitions inter impérialistes. En

dépit de leur puissance qui domine la triade qu'ils forment avec le Japon et l'Europe, les Etats-Unis s'aliènent des segments sans cesse plus larges de l'opinion et leur terrorisme d'Etat se manifeste au grand jour. La gouvernance des institutions internationales comme la Banque mondiale ou le FMI apparaissent pour ce qu'elles sont, des associations de malfaiteurs. La prise de conscience des dangers que représentent aussi bien les menaces nucléaires et environnementales que les armements et la corruption, ou la pauvreté et les inégalités, est devenu un facteur de mobilisations globales. Un nouvel internationalisme de luttes anti-systémiques est à l'ordre du jour.

Il est incontestable que le rapport de forces apparaît aujourd'hui extrêmement disproportionné, mais il se voit déjà miné de l'intérieur, comme viennent d'en attester, à petite échelle il est vrai, les sondages qui donnaient, en avril, 64% d'avis défavorables à Sarkozy, tandis que 74% des Français considéraient que Mai 68 fut bénéfique et 77% qu'ils se seraient situés du côté des étudiants et des grévistes .

Encore faiblement, l'idée de révolution fait retour dans les peurs des dominants et dans les espérances des dominés. *Mai 68 a retrouvé sa fonction d'horizon.*

Note bibliographique. Dans la masse de documents, où j'ai puisé librement et que je n'ai pas cités, pour ne pas alourdir mon propos, je retiendrai plus particulièrement **La pensée anti-68** de S. Audier (La Découverte) le **Mai 68** de Bernard Gobille (La Découverte), **La France des années 68** (Syllepse), **Rouge** (avril, mai, juin), **Critique communiste**, la **Revue internationale des livres et des idées** n° 5 et 6), **Le Monde diplomatique** (mai), **La Riposte** (mai), **Télérama** Hors série, (mai), **A contre courant** (mai), **Archipel**. Les erreurs de dates et de lieux que j'ai pu commettre leur sont assurément imputables, car il n'était pas de mon dessein de les vérifier.